

Jean-Yves Le Déaut

DÉPUTÉ DE MEURTHE-ET-MOSELLE



PROJET CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE Propos introductif à l'Audition publique

**« Quelles perspectives pour la diffusion de la culture scientifique,
technique et industrielle »?**

- 13 juin 2013 -

Mes chers Collègues,
Madame la Ministre, Présidente d'Universcience,
Madame la Vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
Madame la Vice-présidente de la Commission nationale du débat public,
Mesdames, Messieurs,

Je suis particulièrement honoré d'introduire les travaux de la présente audition publique, avec mes collègues Maud Olivier et Jean-Pierre Leleux.

Cette audition se déroule cette année, l'année même où étaient commémorés le tricentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau, théoricien de l'éducation à travers *l'Emile*, et le centenaire de la mort d'Henri Poincaré, mathématicien, mais aussi diffuseur de savoir. Cette année voit la célébration du tricentenaire de la naissance de Diderot, le maître d'œuvre de *l'Encyclopédie* et, même si j'hésite à faire cette association avec d'aussi prestigieux auteurs, le trentième anniversaire de l'OPECST.

Sur ce dernier point, je le dis non sans quelque fierté, en tant que Premier vice-président de l'OPECST et en tant qu'ancien Président, l'OPECST est devenu l'un des acteurs majeurs de la culture scientifique, technique et industrielle, dont la préoccupation constante a été – et demeure – d'être une interface entre la communauté scientifique, la société civile et les médias.

J'observe à cet égard que le fondateur du site 'Science et Démocratie' a déclaré lors d'un colloque organisé par l'Institut Pasteur l'an dernier, qu'il avait eu l'idée de créer son site à la suite de la Conférence de citoyens sur les OGM ; cette conférence que j'ai eu l'honneur d'initier en 1998 a été la première qui ait été organisée en France et j'ai été honoré d'avoir été invité par Jean-Claude Ameisen à présenter l'organisation d'une conférence de citoyens devant le Comité Consultatif National d'Ethique le 28 juin.

De même, le législateur a-t-il reconnu l'importance et l'utilité du rôle joué par l'OPECST en soumettant à son avis des textes concernant des domaines très sensibles sur la gestion des

déchets nucléaires, la transition énergétique ou la bioéthique. J'ajoute enfin que Mme Valérie Pécresse, alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche avait sollicité l'avis de l'OPECST sur la stratégie nationale de la recherche et de l'industrie et que nous avons organisé après les Assises de l'Enseignement supérieur une journée sur les conclusions à tirer des Assises, notamment en ce qui concerne les rapports entre Science et Société.

Pour l'ensemble de ces raisons, l'idée d'une étude sur la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle est, me semble-t-il sans conteste très opportune parce que plusieurs questions récurrentes – qui sont au cœur des tables rondes de cette audition publique – n'ont pas reçu de réponse satisfaisante.

Au demeurant, plusieurs faits tirés de l'actualité récente conforteraient ma conviction de l'impérieuse nécessité à apporter d'urgence des réponses, tant la culture scientifique, technique et industrielle est une toile de Pénélope des politiques publiques, qu'il importe de tisser et de retisser avec vigilance et constance.

Premier exemple : La culture scientifique est un des éléments de la culture. C'est aussi un des ingrédients de la cohésion sociale.

Un hebdomadaire allemand a mis en garde, il y a quelques années, contre le fait que le pays du miracle économique produisait un enseignement déficient et l'échec scolaire, sans aucune chance d'ascension sociale.

Or, beaucoup d'associations ici présentes rappelleront très vraisemblablement au cours de cette journée que les actions de culture scientifique, technique et industrielle dans les quartiers difficiles sont absolument nécessaires, parce qu'elles offrent non seulement un accompagnement scolaire, mais aussi des activités dans lesquelles les jeunes de ces quartiers peuvent s'épanouir.

Le travail de ces associations risque toutefois d'être de plus en plus écrasant en ce qui concerne la France, d'autant qu'une note récente du Conseil d'analyse économique a estimé que 900 000 jeunes de 15 à 29 ans n'étudiaient plus ni ne cherchaient un emploi.

De telles situations sont susceptibles de vider peu à peu la notion d'économie de la connaissance de toute substance. C'est pourquoi, il m'apparaît essentiel de poursuivre les politiques de démocratisation de l'enseignement et non de réduire – comme l'ont fait certains Etats – les dépenses consacrées à l'éducation, au nom de l'austérité.

Le deuxième exemple est lié à la crise des vocations scientifiques. On observe une baisse tendancielle de ces vocations dans la plupart des pays occidentaux. Afin d'inverser cette tendance, il m'apparaît primordial de développer la formation scientifique dès l'école primaire et les sciences tout au long de l'enseignement, notamment en développant les travaux expérimentaux, personnalisés. L'objectif de susciter chez les jeunes filles des vocations est à mon sens particulièrement important.

Et notamment je voudrais saluer l'initiative de femmes, anciennes diplômées de l'Ecole polytechnique, qui ont publié un ouvrage destiné à lutter contre le déficit de représentation des femmes ingénieurs et scientifiques, auquel sont confrontées les jeunes filles, faute d'exemples dont elles pourraient s'inspirer. Pour tenter d'y remédier, cet ouvrage regroupe des portraits de polytechniciennes de tous âges et de tout métier. Cette initiative, qui mériterait d'être étendue à d'autres institutions, confirme que la quête de parité dans les

métiers scientifiques et techniques passe par la lutte contre les stéréotypes culturels autant que par des mesures de nature législative ou réglementaire.

Le troisième exemple touche aux controverses suscitées par une disposition de la loi Fioraso sur la place de l'innovation dans la recherche. Dans un contexte marqué par la nécessité de réindustrialiser notre pays et celle de renforcer sa compétitivité, il serait absurde de ne pas exploiter tous les atouts de notre potentiel scientifique et technologique. D'autant que les chercheurs et les ingénieurs français se voient souvent reprocher de faire de très brillantes découvertes, dont ils se font ravis l'exploitation par d'autres. Selon plusieurs indicateurs, la France est au 6^{ème} rang de la recherche fondamentale, elle est classée entre la 15^{ème} et la 20^{ème} place pour l'innovation.

Le transfert des savoirs vers le monde socioéconomique ne doit pas être vu comme un renforcement de la compétitivité, mais aussi un service à la société. Je viens d'intervenir cette semaine devant les trois académies, des Sciences, des Technologies et de Pharmacie sur l'innovation thérapeutique ou encore la semaine dernière sur le rôle de l'innovation dans la transition énergétique, mais c'est un état d'esprit qu'il faut changer, car innover c'est changer, et changer c'est risqué. Les sciences et techniques ont marqué le XX^{ème} siècle de leur empreinte, mais le progrès scientifique n'apparaît plus enchâssé dans un projet plus global de civilisation. Le progrès est de ce fait perçu comme ambivalent, source de mieux-être, mais également générateur de déchirures sociales, environnementales ou économiques. L'innovation doit être perçue comme un service à la société.

Cet impératif d'innover, sur lequel j'ai insisté dans un précédent rapport que j'ai établi avec Claude Birraux, ancien président de l'OPECST, ne doit pas, bien évidemment, faire perdre de vue cet autre impératif qui est celui du développement et de l'excellence de la recherche fondamentale. On ne peut que donner raison à Serge Haroche, Prix Nobel de physique d'y avoir insisté lors des Assises de la Recherche.

Le quatrième et dernier exemple est tiré du blog de Sylvestre Huet, chroniqueur scientifique à Libération et Président de l'association des journalistes scientifiques de la presse d'information. Dans un *blog* récent intitulé « Nucléaire ou biologie de synthèse : débats impossibles ? » avec un point d'interrogation, Sylvestre Huet a rendu compte de l'échec du premier des débats organisés par la Commission nationale du débat public sur le projet CIGÉO de stockage profond réversible des déchets radioactifs à Bure. Il a également évoqué les incidents provoqués par l'organisation « Pièces et main d'œuvre » lors d'un débat sur la biologie de synthèse, qui a été organisé au Conservatoire des Arts et Métiers. On peut également citer le débat passionné sur l'autorisation d'utiliser les cellules souches embryonnaires pour la recherche. L'histoire de l'humanité, c'est l'histoire des inventions, des découvertes, en un mot l'histoire de la connaissance.

Ces deux faits que l'on ne peut que très vivement déplorer confirment *a contrario* qu'une approche rationnelle des risques et des innovations ne sera possible sans dialogue serein et confiant entre la communauté scientifique et la société. Chacun doit pouvoir écouter celui qui ne pense pas comme lui. C'est à une véritable guerre de communication qu'on assiste entre lobbys industriels et associations radicales. Personne ne discute réellement des arguments. Chacun a sa vérité.

A l'occasion d'une précédente audition publique que j'ai organisée le 19 novembre 2012, sur l'étude du professeur Séralini, j'ai déploré la très sérieuse dégradation du débat public, entraînée par les controverses suscitées par cette étude. C'est pourquoi, j'avais estimé que

l'OPECST devra, toujours et encore, par ses travaux, contribuer au débat et à l'instauration de relations de confiance entre la science et la société par l'organisation d'expertises collectives publiques et contradictoires. Car ce sont les avancées des connaissances qui balaient les croyances.

Est en jeu la raison d'être de ce qu'un sociologue, Michel Callon, appelle la démocratie technique.

Mais il y a aussi de notre capacité à utiliser ce dialogue pour lutter contre l'obscurantisme, qui est la plus insidieuse menace à laquelle nos sociétés ont à faire face. Les déclarations de certains néoconservateurs américains remettant en cause la théorie de la relativité ou encore des créationnistes qui contestent l'évolution confirment hélas la très forte capacité de nuisance de ceux qu'on pourrait qualifier de marchands de doute. Les universités doivent se mobiliser pour faire avancer les connaissances, mais aussi pour les diffuser.

Je ne voudrais pas conclure en restant sur cette note pessimiste.

Car si certains acteurs ont encore beaucoup de chemin à parcourir pour être à la hauteur de leurs objectifs, il serait très injuste de dire que rien n'a été fait.

Je puis en témoigner, moi qui ai eu le bonheur de participer au développement des Exposciences, qui ai soutenu la création du Réseau Hubert Curien en Lorraine.

C'est pourquoi, je ne doute pas que, au cours de cette journée, il sera fait allusion aux réussites des uns et des autres.

Quoi qu'il en soit, ma forte conviction est qu'il faut inlassablement œuvrer en faveur du développement de la culture scientifique, technique et industrielle. Puisque dans mon propos liminaire j'ai fait référence à la grande figure de Diderot, je le conclus sur une de ses phrases « *Il n'y a que les passions et les grandes passions qui puissent élever l'âme aux grandes choses* ».

Jean-Yves Le Déaut

Député de la 6^e circonscription de Meurthe-et-Moselle
1^{er} Vice-Président de l'OPECST

Permanence de Jean-Yves Le Déaut - Contact : François Creusot

21 place Duroc – BP177 – 54706 Pont-à-Mousson
03.83.82.13.81 / jean-yves.le-deaut@wanadoo.fr